

Affaire suivie par Bruno AMAT  
Chef du BEPA  
bruno.amat@gard.gouv.fr

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° 2026-18 du 18 mai 2026**  
prescrivant une tierce-expertise à la société RHODIA OPÉRATIONS sur le site de Salindres

Le préfet du Gard,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L.181-14, L.511-1, L.512-6-1, R.512-39-1 à R.512-39-3 et R.512-75-1 ;
- Vu** le décret du 13 juillet 2023 nommant M. Jérôme BONET préfet du Gard ;
- Vu** le décret du 22 août 2023 nommant M. Emile SOUMBO sous-préfet d'Alès ;
- Vu** l'arrêté n° 30-2026-02-11-00002 du 11 février 2026 donnant délégation de signature à M. Emile SOUMBO, sous-préfet d'Alès ;
- Vu** l'instruction n° DGS/EA4/2025/22 du 19/02/25 relative à la gestion des risques sanitaires liés à la présence de composés perfluorés (PFAS) dans les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux conditionnées ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2013-41 du 26 juillet 2013 modifié actualisant les prescriptions techniques que doit respecter la société RHODIA OPÉRATIONS pour l'exploitation de ses installations industrielles sur son site de Salindres et autorisant la modification des installations dans le cadre du projet FORCE ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2017-30 du 20 novembre 2017 modifiant les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2013-41 du 26 juillet 2013 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2024-07 du 21 juin 2024 renforçant certaines dispositions applicables à la société RHODIA OPERATIONS sur le site de Salindres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2025-24 du 31 juillet 2025 renforçant certaines dispositions applicables à la société Rhodia Opérations sur le site de Salindres ;
- Vu** le bilan technico-économique daté de février 2026 remis par la société RHODIA OPERATIONS (référence 2026-02\_ROP\_Salindres\_ZETA\_Pilote\_traitement\_TFA\_Bilan\_Technico-Economique\_V1) et relatif au bilan de fonctionnement du pilote de traitement des PFAS sur la plateforme de Salindres ;

- Vu** le courrier du préfet en date du 17 avril 2026 communiquant à la société Rhodia Opérations le projet de présent arrêté afin que celui-ci puisse présenter ses observations éventuelles par écrit dans un délai de 15 jours ;
- Vu** les observations formulées par la société Rhodia Opérations en date du 30 avril 2026 formulées lors de la démarche contradictoire en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que le Gouvernement a publié le 4 avril 2024 un plan d'action interministériel sur les substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS),

Considérant que ce plan d'action prévoit, pour les PFAS, des axes relatifs à l'acquisition des connaissances sur les méthodes de mesures, la dissémination et les expositions, l'amélioration et le renforcement de la surveillance des émissions,

Considérant que ce plan prévoit des actions visant à réglementer et réduire les rejets de PFAS dans l'environnement ,

Considérant que la société RHODIA OPERATIONS sur son site de Salindres a produit et utilisé des composés organiques fluorés constitués de molécules persistantes dans l'environnement faisant partie de la famille des substances PFAS,

Considérant que les PFAS forment une famille de substances très persistantes dans l'environnement qui en font des substances préoccupantes en raison de leur persistance, leur mobilité et leurs potentiels effets toxiques, sanitaires et écotoxiques,

Considérant qu' il est proposé à l'European Chemicals Agency de classer le TFA comme substance cancérogène, mutagène et toxique pour la reproduction de catégorie 1B,

Considérant que les niveaux d'émission actuels dans le milieu naturel conduisent à dépasser la concentration prédite sans effet pour l'environnement (PNEC) proposée par la société RHODIA OPERATIONS dans son dossier d'enregistrement REACH à 560 µg/L,

Considérant que l'instruction DGS du 19 février 2025 susvisée définit pour le TFA dans l'eau potable une valeur sanitaire indicative fixée à 60 µg/L et une trajectoire de réduction vers une concentration inférieure à 10 µg/L ;

Considérant que la diffusion de ces substances dans l'environnement représente ainsi un enjeu potentiel de pollution des masses d'eau souterraines et superficielles impactées, à des niveaux toxiques pour les écosystèmes et qui peuvent rendre impropres à la consommation les captages d'eau potable situés en aval hydraulique de la plateforme chimique de Salindres sur des distances très importantes pouvant impacter des milliers d'usagers,

Considérant qu'il convient de réduire les émissions de ces substances dans le milieu aquatique par la mise en œuvre de toutes les meilleures techniques disponibles,

Considérant que l'arrêté préfectoral du 21 juin 2024 susvisé impose la mise en œuvre d'un pilote de traitement des effluents liquides issus des procédés et des résurgences susceptibles de contenir des PFAS avec la remise d'un bilan intermédiaire le 30 juin 2024 et d'un bilan final au 31 octobre 2024,

Considérant que l'arrêté préfectoral du 21 juin 2024 susvisé impose que l'outil de traitement est mis en œuvre à l'échelle industrielle au plus tard le 30 juin 2025 pour les effluents issus des unités, et au plus tard le 30 juin 2026 pour les effluents issus des résurgences,

Considérant que le bilan intermédiaire de fonctionnement du pilote montre que l'utilisation de l'osmose inverse pour filtrer les effluents et concentrer le TFA est une solution permettant d'atteindre les objectifs de réduction des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 21 juin 2024 susvisé,

Considérant que le bilan final remis par la société RHODIA OPERATIONS après mise en demeure conclut au contraire que le traitement par osmose inverse double-étage après un pré-traitement adapté, bien que constituant la meilleure alternative, n'est ni viable économiquement ni mature pour être porté à l'échelle industrielle,

Considérant que la société RHODIA OPERATIONS considère que de meilleures solutions seront peut-être disponibles dans le futur et ne propose donc aucune alternative pour réduire, à défaut de supprimer, à court ou moyen terme les émissions de PFAS dans l'environnement,

Considérant que le principe pollueur payeur posé par le 3° du II de l'article L.110-1 du code de l'environnement impose que les frais résultant des mesures de prévention, de réduction de la pollution et de lutte contre celle-ci doivent être supportés par le pollueur,

Considérant que le bilan final transmis présente des insuffisances et lacunes pour appuyer ses conclusions qui ne permettent pas de considérer que la société RHODIA OPERATIONS respecte les principes du code de l'environnement évoqués supra et qui s'imposent à elle,

Considérant que la société RHODIA OPERATIONS ne démontre pas dans ce document en quoi le passage à l'échelle industrielle des solutions qu'il a pilotées pendant plus de deux ans est techniquement non viable,

Considérant que la société RHODIA OPERATIONS ne fournit à l'appui du bilan économique de son étude aucun élément démonstratif des coûts avancés, n'évalue pas le ratio coût/efficacité des solutions écartées et n'intègre pas dans son raisonnement les coûts évités par leur mise en place,

Considérant que la technologie d'osmose inverse est une technologie séparative bénéficiant de manière reconnue d'un niveau de maturité technologique éprouvé et maîtrisé pour le traitement des PFAS à chaîne courte alors que la société RHODIA OPERATIONS la juge non mature en 2026, après avoir affirmé qu'elle permettait d'atteindre les objectifs de réduction prescrits en 2024,

Considérant que l'article L 181-13 du code de l'environnement stipule que : « Lorsque le projet présente des dangers ou inconvénients d'une importance particulière, l'autorité administrative compétente peut, tant lors de l'instruction d'une demande d'autorisation environnementale que postérieurement à sa délivrance, demander une tierce expertise afin de procéder à l'analyse d'éléments du dossier nécessitant des vérifications particulières. Cette tierce expertise est effectuée par un organisme extérieur choisi en accord avec l'administration par le pétitionnaire aux frais de celui-ci. »,

Considérant qu'au regard de ce qui précède et des enjeux en termes de protection de la santé et de l'environnement, l'avis d'un tiers expert sur le bilan final de fonctionnement du pilote remis le 27 février 2026 par la société RHODIA-OPERATIONS est nécessaire afin d'atteindre les objectifs de réduction des émissions de PFAS dans l'environnement imposés par l'arrêté préfectoral du 21 juin 2024 susvisé par le traitement à la source des effluents liquides rejetés vers le milieu naturel.

Sur proposition de monsieur le sous-préfet d'Alès,

## A R R E T E

### ARTICLE 1 – Contenu

La société RHODIA OPERATIONS est tenue de faire réaliser une tierce expertise des dispositifs de captation et de traitement des PFAS présentés dans le bilan final daté de février 2026 susvisé.

Les vérifications exercées par le tiers expert portent notamment sur les points suivants :

- l'identification de l'ensemble des sources d'émissions de PFAS dans les eaux qu'elles soient canalisées ou diffuses (résurgences), et qu'elles soient continues ou discontinues, susceptibles d'être émises au niveau de la plateforme chimique de Salindres ;
- les conditions de mise en œuvre du pilote de traitement des effluents liquides susceptibles de contenir des PFAS, l'exploitation des résultats et les conclusions en découlant ;
- le dimensionnement et la conception des dispositifs utilisés en phase industrielle pour assurer une captation la plus complète possible des sources d'émissions diffuses de PFAS dans les eaux au plus proche des points d'émission ;
- le dimensionnement de l'ouvrage de récupération des effluents chargés en PFAS situé en amont du traitement intégrant les hypothèses de pluviométrie issues de la prise en compte de la Trajectoire de réchauffement de référence et d'adaptation au changement climatique (TRACC) définie par le décret n°2026-23 du 23 janvier 2026 ;
- le choix de dimensionnement de la surverse de cet ouvrage vers le milieu récepteur ;
- le choix des technologies de pré-traitement et de traitement des effluents liquides chargés en PFAS disponibles au regard de la nature des molécules à traiter et des objectifs de réduction des émissions au milieu naturel fixées par l'arrêté préfectoral 2024-06 du 21 juin 2024 susvisé. Sur ce point, le tiers expert propose, si nécessaire, des technologies matures additionnelles à l'osmose inverse double-étage pour améliorer l'élimination des PFAS du site, notamment le TFA, sur la base du principe de la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles tel que prévu par le code de l'environnement ;
- le niveau de maturité pour un passage à l'échelle industrielle des technologies de pré-traitement et de traitement des PFAS spécifiques à la plateforme de de Salindres au regard de la qualité des effluents bruts ;
- le dimensionnement des dispositifs de traitement dans leur intégralité (c'est à dire incluant notamment le prétraitement des effluents, le traitement des PFAS y compris pour les technologies additionnelles à l'osmose inverse double étage proposées dans le cadre de la tierce expertise, la gestion des concentrats) pour garantir le traitement du débit global de l'ensemble des rejets ;
- les performances des dispositifs de traitement à mettre en place, en fonctionnement normal, lors des phases transitoires (démarrage, arrêt, maintenance) ou en cas de

dysfonctionnement partiel ou total des installations de traitement pour assurer en permanence le traitement des PFAS ;

- l'évaluation de la concentration et des flux de PFAS obtenus après traitement des effluents liquides sur le principe d'un niveau d'émission au bas que possible par la mise en place des meilleures techniques disponibles, incluant les propositions de technologies additionnelles éventuelles formulées dans le cadre de la tierce expertise ;
- l'évaluation de la concentration en PFAS au niveau du milieu récepteur dans l'Arias, dans l'Avène après sa confluence avec l'Arias et dans le Gardon en aval de sa confluence avec l'Avène imputable aux rejets issus de l'installation de traitement des PFAS ainsi que celle imputable aux rejets issus de la surverse non traitée de l'ouvrage de récupération des effluents chargés en PFAS en amont du traitement ;
- la suffisance des mesures de traitement pour atteindre les objectifs de qualité fixés par la directive cadre sur l'eau sur la base de la norme de qualité environnementale ou NQE dans le milieu récepteur par rapport aux PFAS ;
- les mesures d'entretien et de maintenance prévues ou à mettre en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des installations de captation et de traitement des PFAS et assurer le maintien de leur performance dans le temps,
- les mesures ou technologies de gestion des concentrats et déchets issus du traitement des effluents liquides chargés en PFAS,
- la caractérisation des émissions atmosphériques en PFAS liées au fonctionnement de l'unité industrielle et les mesures ou technologies de gestion associées,
- l'évaluation économique réalisée pour mettre en place une installation de traitement correctement dimensionnée à l'échelle industrielle et en assurer son exploitation dans le temps en y intégrant les coûts de gestion des déchets.

## **ARTICLE 2 – Choix du tiers expert**

L'exploitant consulte les sociétés susceptibles de réaliser la tierce expertise en veillant à ce que les sociétés intéressées fournissent des éléments relatifs à leur qualité d'expert portant notamment sur l'expérience et les compétences dans les domaines concernés du tiers expert et des personnes à qui l'exécution des tâches en relation avec la tierce expertise pourra être confiée.

Le tiers expert et les personnes à qui il confie l'exécution de tâches en relation avec la tierce expertise doivent être indépendants de l'exploitant. Cette stricte indépendance doit être justifiée.

Le tiers expert doit s'engager à respecter les conditions de réalisation de la tierce expertise et les délais fixés par le présent arrêté.

Au plus tard quinze jours après notification du présent arrêté et avant désignation du tiers expert retenu, l'exploitant présente à l'inspection des installations classées le résultat de ses consultations et indique le tiers expert qu'il compte retenir en justifiant des éléments mentionnés ci-dessus concernant sa qualité d'expert, son indépendance et sa capacité à

respecter les conditions de réalisation de la tierce expertise et les délais fixés dans le présent arrêté (engagement de l'expert).

L'exploitant doit engager toutes les actions nécessaires pour vérifier et faire respecter ces exigences.

### **ARTICLE 3 – Établissement et transmission du rapport de tierce expertise**

Le rapport d'expertise rédigé en français doit être de nature à permettre à l'exploitant et à l'administration d'en apprécier pleinement son contenu et de pouvoir faire usage de ses conclusions afin qu'il n'y ait pas d'équivoque résultant d'une interprétation inadéquate du rapport.

Le rapport de tierce expertise doit permettre une vérification aisée des données d'entrée en rappelant les méthodes et les outils utilisés par l'exploitant et par le tiers expert. Il doit, dans sa conclusion, hiérarchiser les éventuelles recommandations afin d'éviter que les plus importantes ne soient noyées dans les recommandations mineures.

Une synthèse de 1 ou 2 pages, autant que possible non technique en vue d'une mise à disposition du public, introduit ce rapport.

Le rapport de tierce expertise doit au moins comporter les éléments suivants :

- le nom du ou des experts ayant participé à l'expertise ;
- les informations générales relatives à la tierce expertise (objet, date, identification de l'exploitant et de l'équipe de tiers experts, liste des documents examinés, champ de la tierce expertise) ;
- les références bibliographiques ;
- les limites de la tierce expertise ;
- les outils logiciels utilisés ;
- les limites de la tierce expertise ;
- la formulation claire de l'avis du tiers expert pour chaque point technique, ainsi que ses recommandations ;
- les éventuelles difficultés rencontrées sur le contenu du bilan technico-économique susvisé remis le 27 février 2026 au préfet.

### **ARTICLE 4 – Délai de mise en œuvre**

La tierce expertise est réalisée aux frais de l'exploitant.

Le rapport est adressé à monsieur le Préfet du Gard, sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, accompagnées des observations et propositions de suite de la part de l'exploitant.

Une réunion de restitution de la tierce expertise peut être organisée à la demande de l'inspection des installations classées en présence de l'exploitant et du tiers expert.

### **ARTICLE 5 : Publicité**

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet Géorisques :  
<https://www.georisques.gouv.fr/dossiers/installations>



## ARTICLE 6 : Délai et voie de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de NÎMES soit par voie postale, soit via l'application information « Telerecours Citoyens » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication de la décision,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

## ARTICLE 7 : Exécution

Le sous-préfet d'Alès, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) OCCITANIE, le maire de Salindres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société RHODIA OPÉRATIONS.

Le sous-préfet,



Emile SOUMBO